

Interventions de quartier, recomposition sociale des communautés et reconversion du développement

SUZANNE TREMBLAY

*Groupe de recherche et
d'intervention régionales et
Université du Québec
à Chicoutimi*

Suzanne_Tremblay@uqac.ca

INTRODUCTION

La recomposition sociale des communautés apparaît toujours à l'ordre du jour dans le contexte de la globalisation de l'économie, de la métropolisation croissante et de la dévitalisation des territoires ruraux et de certains territoires urbains. Dans ce contexte, les territoires qui subissent les contrecoups des mutations économiques mondiales cherchent à trouver de nouvelles avenues afin de recomposer leur développement. Le développement économique communautaire et le développement social apparaissent, dans cette perspective, comme des formes de développement qui permettent à des communautés en dévitalisation de tenter de reprendre en main la vie de leurs communautés, et ce, tant au plan social qu'économique.

Nous présentons dans ce texte quelques expériences d'intervention de quartiers effectuées par la Société d'intervention urbaine Chicoutimi-Jonquière (SIU)¹ dans certains quartiers en dévitalisation des arrondissements de Chicoutimi et de Jonquière de la ville de Saguenay selon les perspectives du développement économique communautaire et du développement social. Pour ce faire, nous allons d'abord présenter les approches du développement économique communautaire et du développement social qui sous-tendent le travail effectué par la SIU. Par la suite, nous allons examiner le contexte de dévitalisation des quartiers où la SIU intervient ainsi que les

indicateurs qui permettent de caractériser la situation des quartiers en dévitalisation. Après nous être attardée aux interventions réalisées par la Société d'intervention urbaine, nous concluons sur la reconversion du développement.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL: CONJUGUER LE SOCIAL ET L'ÉCONOMIE POUR LA RECOMPOSITION DES COMMUNAUTÉS

Rappelons que le développement économique communautaire est une stratégie qui a été mise de l'avant au Canada lorsque les limites de l'économie de marché traditionnelle pour résoudre les problèmes structurels de l'économie ont été mises en évidence lors des crises économiques qui ont eu lieu dans les années 1980.

Le développement économique communautaire n'est donc pas nouveau. Il s'inscrit comme une stratégie pour pallier les effets de la dévitalisation qui se manifestent depuis quelques décennies dans plusieurs territoires au Canada et au Québec, dont celui du Saguenay–Lac-Saint-Jean qui est aux prises avec des problèmes économiques structurels dont les effets se font encore plus sentir depuis le début des années 2000.

De nombreux auteurs ont décrit le développement économique communautaire ou DEC. Selon Martine D'Amours, le DEC est une composante du développement local, mais, à la différence de celui-ci, il intègre « des objectifs économiques (création d'entreprises et d'emplois) et des objectifs sociaux (lutte contre la marginalisation sociale, qualité de vie, services collectifs, *empowerment* de la communauté) dans une approche globale² » et avec une stratégie territoriale. Louis Favreau et Benoît Lévesque (1996) affirment, quant à eux, que le développement économique communautaire a pour objectif d'intégrer à la fois des dimensions économiques et sociales dans un territoire ou pour une communauté donnée. Éric Shragge définit le développement économique communautaire selon deux tendances, soit une tendance plus progressiste, qui met l'accent sur la reprise en main des communautés par la population, et une autre plus traditionnelle, qui privilégie la création d'entreprises.

En ce sens, Shragge (1997) mentionne que, dans sa vision progressiste, le

[...] DEC a pour caractéristique de lier objectifs économiques et objectifs sociaux, d'accorder la priorité aux formes non traditionnelles (comme les coopératives, les entreprises communautaires et les organismes à but non lucratif), d'encourager le contrôle ou la propriété des ressources par les résidents et finalement de créer pour ces fins des organismes imputables et représentatifs de la

communauté locale. Cette tendance progressiste voit le développement économique communautaire comme une stratégie pour aider les communautés à lutter contre la pauvreté et l'inégalité³.

L'autre notion qui est à la base du travail mis en œuvre par la SIU est celle du développement social. Malgré la polysémie de cette notion de développement social, nous retenons que la finalité première du développement social est le développement de la société et des personnes qui la composent⁴.

De plus, afin d'assurer le développement social, plusieurs dimensions⁵ doivent être prises en compte dont la participation de la population à l'élaboration et à la mise en œuvre du développement social, l'amélioration des conditions de vie et de la qualité de vie des personnes, la réduction des inégalités entre les personnes mais aussi entre les communautés, l'autonomisation (*empowerment*) des individus et des collectivités et la mise en œuvre et la promotion des savoir-faire locaux.

Il faut noter ici qu'il y a une vision multidimensionnelle du développement dans les concepts du développement économique communautaire et du développement social, dans la mesure où l'on tient compte des dimensions sociale, communautaire, culturelle, économique et environnementale pour assurer la revitalisation des communautés.

La Société d'intervention urbaine de Chicoutimi Jonquière travaille dans les perspectives du développement économique communautaire et du développement social puisqu'elle veut, par ses interventions, contrer les conditions socioéconomiques défavorables qui prévalent dans certains quartiers en dévitalisation des arrondissements de Chicoutimi et de Jonquière et œuvrer à la recomposition sociale de ces quartiers.

LE CONTEXTE DES QUARTIERS DÉVITALISÉS À SAGUENAY

Les arrondissements de Chicoutimi et de Jonquière comptent plusieurs zones qui concentrent des indices de dévitalisation et de pauvreté. Ces quartiers semblent faire partie d'une trame urbaine où se concentrent les signes de défavorisation dans la ville de Saguenay. Au nombre des quartiers faisant partie de cette frange urbaine dévitalisée, nous retrouvons les quartiers centraux de l'arrondissement Chicoutimi, notamment les quartiers Saint-Paul, du Bassin, du centre-ville de Chicoutimi, de Saint-Joachim et de la Côte Réserve et du secteur de Saint-Nom-de-Jésus à Rivière-du-Moulin. Dans l'arrondissement de Jonquière, ce sont les quartiers ou secteurs Saint-Dominique, Kénogami, Saint-Laurent, Saint-Mathias et Saint-Jean-Eudes qui sont aux prises avec les manifestations de la dévitalisation. Ce sont donc pas moins de 11 quartiers (voir tableau 1) qui se trouvent affectés par des phénomènes de dévitalisation. Pour

certains quartiers, c'est l'ensemble du territoire qui est touché par les phénomènes de la pauvreté, alors que pour d'autres, comme celui de Saint-Joachim, c'est uniquement certains secteurs du quartier qui le sont.

Tableau 1
Quartiers et secteurs aux prises avec des difficultés socioéconomiques en 2001 dans la ville de Saguenay

Arrondissement de Jonquière	Arrondissement de Chicoutimi
<ul style="list-style-type: none"> • Kénogami • Saint-Dominique • Saint-Laurent • Saint-Mathias • Saint-Jean-Eudes 	<ul style="list-style-type: none"> • du Bassin • Centre-ville • Saint-Paul • Saint-Nom-de-Jésus • Côte Réserve • Saint-Joachim • Saint-Luc

Plusieurs études (Perron *et al.*, 1989, 1995; Alonso *et al.*, 1999; Tremblay, 2004a,b) ont déjà démontré l'existence d'aires sociales différenciées et de zones de pauvreté concentrées dans certains quartiers de la ville de Saguenay. Parmi les caractéristiques de ces quartiers, nous pouvons mentionner, outre le fait qu'ils soient situés pour la plupart dans les centres urbains de Jonquière et de Chicoutimi, que ce sont des quartiers parmi les plus anciens des deux arrondissements. Il s'agit également de quartiers ouvriers et populaires qui se trouvent à proximité de secteurs industriels anciens. C'est notamment le cas à Kénogami, où se trouve une papeterie, ou, encore, à Saint-Jean-Eudes, qui est situé près de l'aluminerie d'Alcan Rio Tinto d'Arvida.

La réalité des quartiers en dévitalisation de Saguenay s'inscrit dans le phénomène de la pauvreté urbaine qui sévit dans les villes canadiennes de façon encore plus évidente depuis les années 1990 et 2000 (Séguin et Divay, 2002). En effet, parmi les indices de dévitalisation les plus importants, il faut noter la situation de défavorisation économique qui est présente dans ces quartiers. Les revenus moyens plus bas et le taux élevé de personnes à faible revenu montrent que Saguenay comporte plusieurs zones de pauvreté. Cette situation est semblable à celle de beaucoup de villes canadiennes et québécoises où les problèmes de dévitalisation se cristallisent, particulièrement dans les espaces centraux des villes qui concentrent de façon plus aiguë les problèmes d'appauvrissement. Le tableau 2 est tiré des profils sociodémographiques des quartiers où la SIU intervient dans l'arrondissement de Chicoutimi. Il présente des données sur le chômage, l'emploi, le niveau d'activité et le pourcentage de personnes à faible revenu. On constate aisément dans ce tableau que la situation économique de ces quartiers est plus difficile que dans l'ensemble de l'arrondissement où ils se trouvent, de la région métropolitaine de recensement (RMR) Chicoutimi-Jonquière et du Québec.

Tableau 2

Données* sur le revenu, l'emploi et le pourcentage de personnes à faible revenu dans certains quartiers de Chicoutimi, l'arrondissement de Chicoutimi, de la RMR Chicoutimi-Jonquière et au Québec en 2001

Niveaux de revenu et d'emploi selon les quartiers	Bassin	Saint-Paul	Centre-ville Chicoutimi	Saint-Nom-de-Jésus	Chicoutimi	RMR Chicoutimi-Jonquière	Québec
Population totale	1 570	776	3 975	1 385	60 008	154 938	7 234 480
Revenu moyen d'emploi en 2000	20 581 \$	20 526 \$	17 974 \$	23 140 \$	26 551 \$	29 681 \$	27 125 \$
Revenu moyen des familles en 2000	41 063 \$	35 529 \$	43 361 \$	42 202 \$	58 476 \$	56 057 \$	59 297 \$
Revenu moyen des ménages en 2000	33 836 \$	31 869 \$	29 970 \$	36 567 \$	48 658 \$	47 872 \$	49 998 \$
Taux d'activité	65,00 %	51,80 %	51,38 %	43,00 %	60,00 %	59,10 %	64,20 %
Taux d'emplois	41,00 %	41,30 %	40,70 %	35,30 %	52,00 %	51,70 %	58,90 %
Taux de chômage	37,00 %	19,60 %	19,50 %	19,00 %	12,10 %	12,40 %	8,20 %
Pourcentage de personnes vivant dans des ménages à faible revenu	25,30 %	28,45 %	45,30 %	32,60 %	17,00 %	16,40 %	19,10 %

* Les données ont été compilées selon les aires de diffusion de Statistique Canada en 2001. Pour visualiser les aires de diffusion compilées pour chaque quartier et pour des données supplémentaires, voir les cartes des quartiers et les données sur le site Web de la SIU à l'adresse <www.siu.org>.

Les autres indicateurs de dévitalisation et de pauvreté font état du taux élevé de chômage et de personnes à faible revenu, du taux d'emploi plus bas et du taux de scolarisation plus faible, du niveau de revenu moins élevé, de la vétusté des habitations, de la monoparentalité plus élevée, etc. La concentration des populations à faible revenu dans les quartiers centraux en raison de la présence de logements moins chers ou de HLM est un autre facteur à considérer. Ainsi, les populations qui demeurent dans ces quartiers sont celles des chômeurs, des assistés sociaux, des personnes âgées, des jeunes, bref des plus démunis. C'est ainsi que la dynamique de dévitalisation s'enclenche et, avec elle, celle de l'appauvrissement et même de l'exclusion sociale. D'autres facteurs peuvent expliquer la dévitalisation de ces quartiers, notamment les fermetures de services publics tels que les écoles, les bureaux de poste, les caisses populaires, les commerces et même les églises. Les fermetures des services publics sont souvent des facteurs qui provoquent la baisse de population dans les quartiers les plus anciens et entraînent la dévitalisation de ces territoires.

LES FORMES DE L'INTERVENTION DE QUARTIERS DE LA SIU

La première étape de l'intervention dans un quartier en difficulté est de caractériser la situation sociale et économique qui existe dans cet espace. Ainsi, à partir de cette première connaissance des zones en dévitalisation, en tenant compte des études existantes et de la mise à jour des données connues, les intervenants de la SIU décident d'intervenir selon les demandes, les besoins et la situation dans chacun des quartiers ciblés par l'organisme.

La mise à jour des profils sociodémographiques de ces quartiers est donc le premier travail à réaliser afin de caractériser la situation des quartiers. Il s'agit d'une caractérisation selon les indicateurs classiques du développement social.

Ainsi, selon les forces et la dynamique de chaque espace, les formes de l'intervention varieront d'un quartier à l'autre. Dans certains quartiers, l'intervention se traduira par un appui à des groupes déjà existants dans les quartiers ciblés. En effet, dans certains quartiers, la dynamique sociocommunautaire est bien amorcée avec la présence de groupes communautaires ou de groupes de citoyens qui sont déjà à l'œuvre pour travailler à la prise en main du milieu. Cependant, dans plusieurs cas, ces ressources communautaires sont fragiles et manquent de moyens pour développer leurs actions. Dans ce contexte, le rôle d'un organisme de soutien comme la Société d'intervention urbaine est d'appuyer au plan⁶ organisationnel et technique les organismes qui œuvrent déjà à la recomposition sociale des quartiers.

Dans les secteurs où il y a peu de ressources de quartier, il s'agit de mobiliser les citoyens et les organisations de ces territoires. Le moyen utilisé est la mobilisation des citoyens et des intervenants dans un quartier pour l'organisation d'une assemblée publique de quartier. Ce travail de mobilisation est un travail de longue haleine qui dure pendant plusieurs mois et permet de faire l'inventaire de la situation du quartier (profils sociodémographiques, ressources, potentiels, projets, problèmes) avec les citoyens et les intervenants impliqués. Cette façon de procéder permet de mettre à contribution dès le départ les gens des quartiers où s'effectue l'intervention et d'acquérir une connaissance fine de l'intérieur de ces quartiers. Le vécu des citoyens et citoyennes, les problèmes auxquels ils sont confrontés dans le territoire, la dynamique sociale et communautaire inhérente à chaque espace sont autant d'informations qui proviennent des citoyens et qui permettent la connaissance de l'intérieur de la vie des quartiers. Cette façon de travailler permet aussi une prise de parole des citoyens et une appropriation de l'information parfois plus technique (données statistiques, histoire locale, plan d'aménagement⁷, etc.) recueillies au cours de la mobilisation de quartier. L'intervention de quartier est donc guidée par la connaissance de l'espace vécu et senti des citoyens et citoyennes; nous pouvons parler d'une intervention sur mesure à micro-échelle qui prend en compte non seulement les données objectives et factuelles comme les données statistiques mais aussi les données plus proches du quotidien des gens et de la vie des quartiers.

Après plusieurs mois de travail, l'assemblée publique se veut un moment fort qui permet de tracer le portrait du quartier et de relever les projets que les citoyens et citoyennes prennent à cœur. Par la suite, les citoyens qui désirent continuer leur implication peuvent poursuivre le travail dans un comité de quartier. Depuis 2005, la SIU a organisé et tenu trois assemblées publiques de quartier et trois comités de citoyens ont été formés à la suite de ces assemblées publiques⁸.

Jusqu'à présent, l'expérience de ces assemblées publiques de quartier a été somme toute assez positive même si quelques problèmes se posent toujours au plan de l'intervention sur le terrain. Par exemple, si l'intention est de mobiliser l'ensemble des ressources et acteurs de chaque quartier (population, marchands, élus, institutions, organismes communautaires, etc.) afin d'améliorer les conditions de vie dans ces territoires, il s'avère très difficile de mobiliser en même temps et dans un même comité les acteurs du monde économique, soit les marchands et les citoyens. Chacun de ces groupes d'acteurs est porté à demeurer dans des associations distinctes sans véritablement se mélanger ou interagir les uns avec les autres. Ainsi, les marchands ont été très présents lors de l'assemblée publique dans le secteur Kénogami, mais les citoyens ont été beaucoup moins actifs, alors que ce fut l'inverse dans les quartiers du Bassin et de Saint-Nom-de-Jésus, où ce furent les citoyens qui ont été les plus mobilisés. Il est donc difficile pour les différents partenaires de travailler en synergie.

Par ailleurs, la mobilisation des citoyens dans les comités de suivi après la tenue de l'assemblée publique fluctue d'un quartier à l'autre. Dans certains quartiers, cela se révèle assez difficile, tandis que, pour d'autres secteurs, la mobilisation citoyenne demeure plus simple et soutenue.

Le rôle des élus varie également d'un quartier à l'autre. Dans certains de ces territoires, les élus appuient le travail des comités de citoyens d'une façon positive alors que, dans d'autres secteurs, les élus considèrent ces comités comme des lieux de revendications et parfois même de contre-pouvoir.

En résumé, la synergie entre les différents acteurs de chaque milieu, la mobilisation constante et soutenue des citoyens et citoyennes et la modulation des rapports entre les représentants politiques au plan municipal et les comités de citoyens demeurent des enjeux importants dans le travail d'intervention de quartier.

LES OBJECTIFS D'INTERVENTIONS DE QUARTIERS DE LA SIU : LA REVITALISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES QUARTIERS EN DIFFICULTÉ

Au plan des objectifs, l'intervention de quartier de la SIU couvre un large champ qui va de la recomposition sociale des quartiers jusqu'à l'émergence et au soutien de l'entrepreneuriat social et collectif et des microentreprises dans ces quartiers. Ces objectifs se matérialisent dans plusieurs projets variés selon les besoins des quartiers et des citoyens où la SIU intervient. Ces projets émergent dans la foulée du travail de mobilisation et de concertation des comités de citoyens et prennent forme grâce à l'implication des personnes des quartiers d'intervention et au soutien de la SIU et de différents partenaires du milieu ; par exemple, il y a un projet de jardin communautaire, un projet d'aménagement du quartier et un autre d'entreprise d'artisanat traditionnel et de commerce de première nécessité, etc.

La recomposition sociale des quartiers en dévitalisation passe d'abord par une intervention en vue de favoriser la revitalisation sociale et communautaire de ces territoires. C'est par cette recomposition sociale que peut s'amorcer le mouvement pour une revitalisation de ces quartiers. Par la suite, cette revitalisation sociale et communautaire pourra agir comme terreau pour le développement de petites entreprises de quartier ou de services de proximité pour le quartier afin de redynamiser le tissu social et économique de ces territoires. Il y a donc un lien continu entre la recomposition sociale des communautés et le développement d'initiatives d'économie sociale et, plus largement, de développement économique communautaire. Dans cette optique, c'est le social qui induit l'économie et non l'inverse...

CONCLUSION

La DEC et la reconversion de l'économie et du développement des territoires en dévitalisation

Ainsi vient se boucler la boucle du développement social et du développement économique communautaire. L'alliance du développement social et du développement économique communautaire permet d'œuvrer en faveur de la revitalisation des territoires en difficulté et, plus largement, pour la recomposition sociale et le développement des communautés.

De manière générale, nous croyons que la stratégie d'intervention dans une optique de développement économique communautaire s'inscrit dans une perspective de reconversion du développement des territoires dévitalisés, et ce, dans le contexte de l'économie mondialisée. En effet, comme nous le mentionnions en introduction de ce texte, plusieurs territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains, demeurent des espaces oubliés dans l'économie mondialisée. Dans ce contexte, ces territoires doivent trouver d'autres stratégies pour assurer la continuité, voire la persistance de leur développement. Le développement, tel que nous le définissons ici, n'est pas lié à la dimension de la croissance économique, mais plutôt à la pérennité des liens sociaux qui existent dans une communauté et qui sont à la source du développement, qu'il soit économique, culturel ou social.

La stratégie du développement économique communautaire permet donc d'envisager la reconversion du développement traditionnel vers un développement qui prend en compte les multiples dimensions de la vie des communautés. Cette perspective permet aussi de recadrer l'économie dans une autre optique où le social est ré-inclus dans l'économie et l'économie réintroduite dans le social.

Cette notion de ré-inclusion du social dans l'économie permet de repenser non seulement le développement, mais aussi l'économie puisque, comme le disent plusieurs auteurs dont Benoît Lévesque...

[...] il n'est plus possible d'éviter de repenser l'économique (Lévesque 1995 et 1997). La repenser d'abord dans sa dimension interprétative, en déconstruisant la naturalisation de la pensée économique qui fait de la production de valeurs marchandes une finalité en soi, constituant pour certains les fondements mêmes de la société. Mais la repenser aussi, et surtout, dans sa dimension pratique à travers les expérimentations de plus en plus nombreuses de produire les biens et les services combinant un ensemble complexe de valeurs dont celles de création de liens sociaux qui conjuguent initiatives et solidarité⁹.

Dans cette perspective, le social est à la source et au cœur du développement économique. Autrement dit, il en est la résultante et la finalité : la résultante, car les liens sociaux sont au cœur de cette dynamique pour la création ou la recréation du développement ; la finalité, puisque dans cette perspective, le développement, qu'il soit économique ou social, converge vers le mieux-être des personnes et des communautés. Autrement dit, il s'agit là d'une perspective pour la reconversion du développement et de l'économie dans les territoires laissés pour compte du marché mondial.

Notes

- 1 La Société d'intervention urbaine (SIU) Chicoutimi-Jonquière est un OBNL financé par Développement économique Canada qui s'apparente à une CDEC. L'auteure en est la directrice.
- 2 Martine D'AMOURS (2006). *L'économie sociale au Québec, Cadre théorique, histoire réalités et défis*, Montréal, Éditions Saint-Martin, ARUC-ÉS, RQRP-ÉS, p. 48.
- 3 Cité dans M. D'AMOURS, *ibid.*, p. 50.
- 4 Pour plus de renseignements, voir l'article suivant : Suzanne TREMBLAY (2006). « Hétéronomie ou coproduction du développement social : réflexion sur l'usage du concept de développement social », in Marielle TREMBLAY, Pierre-André TREMBLAY et Suzanne TREMBLAY (dir.), *Le développement social : un enjeu pour l'économie sociale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 37-47.
- 5 Ces dimensions proviennent d'un document sur *Les ingrédients du développement social* élaboré par l'auteure pour le RRDS-02. Pour plus d'information, visiter le site du RRDS-02 à l'adresse <www.rc02.com/rrds/>
- 6 L'appui apporté par la SIU peut prendre différentes formes : aide technique et professionnelle, implication sur le CA, accompagnement, études, etc.
- 7 Généralement, les informations plus techniques sont recueillies par les agents de développement de la SIU.
- 8 Il s'agit du comité des Fous de Bassin dans le quartier du Bassin, du comité des Moulinois, dans le secteur Saint-Nom-de-Jésus, et du comité de citoyens de Kénogami dans le secteur de Kénogami.
- 9 Benoît LÉVESQUE, Gilles BOURQUE et Éric FORGUES (2001). *La nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 61.

Bibliographie

- ALONSO, Miriam, Claude GIRARD, François LAVOIE, Denis MARTEL, Marielle TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY (1999). *La pauvreté à Chicoutimi et à Jonquière : ce qu'on en dit, ce qu'on en fait*, Chicoutimi, Collectif idées, Université du Québec à Chicoutimi, 93 p.
- CENTRE TRICONTINENTAL (1997). « Éditorial : L'analyse des rapports sociaux préalables aux alternatives pour le développement », *L'avenir du développement*, Louvain-la-Neuve, Paris, Montréal, Centre tricontinental, L'Harmattan, 165 p.
- D'AMOURS, Martine (2006). *L'économie sociale au Québec : Cadre théorique, histoire, réalités et défis*, Montréal, Éditions Saint-Martin, ARUC-ÉS, RQRP-ÉS.
- FORUM SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (1997). *La participation comme stratégie de renouvellement du développement social*, Gouvernement du Québec, Conseil de la santé et du bien-être, Québec.
- FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE (1996). *Développement économique communautaire : Économie sociale et intervention*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 230 p.

- FONTAN, Jean-Marc et Juan-Luis KLEIN (2004). *Le territoire québécois dans le contexte de la mondialisation*, Cahiers du CRISES, coll. « Études théoriques », n° 0406.
- KLEIN, Juan-Luis (2000). « Une stratégie métropolitaine : pour une nouvelle vision des rapports interrégionaux », in Roch CÔTÉ (dir.), *Québec 2001, Annuaire politique social, économique et culturel*, Montréal, Fides, p. 281-287.
- LÉVESQUE, Benoît, Gilles BOURQUE et Éric FORGUES (2001). *La nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, 268 p.
- LÉVESQUE, Maurice, Bruno JEAN et Deena WHITE (2002). *Les conceptions du développement social : le point de vue des acteurs*, Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, 190 p.
- PERRON, M., L. RICHARD et S. VEILLETTE (1995). *Aires sociales et conditions de vie au Saguenay. Un outil de développement régional*, Jonquière, Groupe Écobes/Cégep de Jonquière, 96 p.
- PERRON, M., S. VEILLETTE, M. RAINVILLE, M. et al. (1989). *Espace urbain et différenciation sociale au Saguenay : l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière*, Groupe Écobes/Cégep de Jonquière, 137 p.
- PROULX, Marc-Urbain (2007). *Vision 2025. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean face à son avenir*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 263 p.
- SÉGUIN, Anne-Marie et Gérard DIVAY (2002). *Pauvreté urbaine : la promotion de communautés viables*, Réseau canadien de recherche en politiques publiques, 40 p.
- TREMBLAY, Suzanne (2006). « Le lien social au cœur du développement », in Martin SIMARD, Danielle LAFONTAINE, Sébastien SAVARD, Marielle TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY (dir.), *Inégalités, démocratie et développement. Des enjeux pour la gouvernance des territoires locaux et régionaux*, Rimouski, CRDT-ARUC-ÉS, GRIDEQ-GRIR, p. 197-210.
- TREMBLAY, Suzanne (2006). « Hétéronomie ou coproduction du développement social : réflexion sur l'usage du concept de développement social », in Marielle TREMBLAY, Pierre-André TREMBLAY et Suzanne TREMBLAY (dir.), *Le développement social : un enjeu pour l'économie sociale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 37-47.
- TREMBLAY, Suzanne (2004a). « Repenser le développement en observant le travail des groupes communautaires : le cas des groupes communautaires au centre urbain de Chicoutimi », *Organisations et Territoires*, vol. 13, n° 2, p. 119-124. RSC
- TREMBLAY, Suzanne (2004a). *À la recherche d'un autre développement ? La dévitalisation urbaine et la revitalisation communautaire au centre urbain de Chicoutimi de 1960 à nos jours*, Chicoutimi, UQAC-UQAR, Thèse de doctorat, 543 p.

Sites Internet

- <www12.statcan.ca/francais/census06/data/popdwel/Table.cfm?T=205&RPP=50>
- <www.siu.org>
- <www.rc02.com/rrds>